

Entropia

Numéro 2, printemps 2007 Décroissance et travail

Notes de lecture de Jean-Paul Allétru
Avril 2007

Entropia, revue d'étude théorique et politique de la décroissance
Abonnement annuel, deux numéros, 26 €
31 rue de Brest 69002 Lyon

Ce 2^{ème} numéro est consacré au travail. Parmi les auteurs, on trouvera Serge Latouche, Jean-Marie Harribey, André Gorz, Paul Ariès, Charles Piaget, pour ne citer que les plus connus. Les notes de lecture qui suivent ne prétendent pas résumer les articles de la revue, mais seulement faire ressortir les propos qui ont trouvé en moi un écho (que je les fasse miens ou non). Mes commentaires personnels sont en italiques.

Décroissance, plein emploi et sortie de la société travailliste. Serge Latouche.

Serge Latouche se demande si la gauche « altermondialiste », qui rêve d'un autre monde possible, va récuser la société travailliste [*pas au sens du parti de gauche anglais, au sens où le travail est une valeur*] et de croissance. Pas sûr. Pour Christophe Ramaux, dans un article de Politis, la réduction du temps de travail ne suffirait pas à restaurer le plein emploi. La nostalgie de l'économie de plein emploi des Trente Glorieuses semble donc l'emporter sur l'idéal de la démocratie écologique. Ramaux propose en effet un plan de la réduction de moitié du chômage en cinq ans et le plein emploi à l'horizon de dix ans, très bien, mais, et là Serge Latouche n'est pas d'accord, en passant par une relance de la consommation des ménages.

Jean-Marie Harribey tente une médiation entre « décroissants » et « relanceurs », et conclut à la nécessité « à long terme » d'une « réorientation de la production ». Mais, dit Serge Latouche, « nous serons morts bien avant ». Certes, en dépit de la forte nécessité, on ne supprimera pas du jour au lendemain tous les poids lourds qui transportent nos surconsommations, il faudra du temps pour relocaliser la production, les échanges les modes de vie. [*Harribey dit-il autre chose ? Latouche ne cherche-t-il pas ici à inventer des désaccords ? L'un et l'autre pensent qu'il faut prévoir des étapes. Pour ma part, j'invite depuis longtemps à ressortir l'idée d'une planification démocratique*].

D'ailleurs, faudra-t-il plus de travail, ou moins de travail ? La réponse n'est pas évidente, différents facteurs jouent dans des sens opposés. [*J'ai consacré à cette question mon édito d'octobre 2006*].

En tout état de cause, un des impératifs de la construction d'une société de décroissance devrait être d'offrir des emplois salariés productifs à tous ceux qui le désirent. D'ailleurs, il est possible que, dans un premier temps au moins, on soit amené à accroître la production du fait de la demande ciblée de produits et de tous les métiers nécessaires à l'organisation d'une

société de décroissance. *[Voilà qui met tout le monde d'accord]*. Lester Brown cite neuf secteurs à développer : construction d'éoliennes et de turbines, production de cellules photovoltaïques, bicyclette, production d'hydrogène et de moteurs correspondants, construction de métros légers, agriculture biologique, reforestation.

Le droit du travail doit être maintenu et renforcé. Mais la question centrale est celle du travail comme « valeur » dans la société. On assiste actuellement à la réactivation surréaliste de l'idéologie travailliste *[Nicolas Sarkozy s'en faisant le champion]*. Il faut redonner sens au temps libéré. « A force de monétariser, de professionnaliser, de transformer en emplois les rares activités d'autoproduction et d'auto-service que nous assurons encore nous-mêmes, se demande André Gorz, ne réduit-on pas, jusqu'à l'anéantir, notre capacité à nous prendre en charge nous-mêmes, sapant ainsi les fondements de l'autonomie existentielle, mais aussi les fondements de la société vécue et du tissu relationnel ? » Multiplier les emplois de services pour lutter contre le chômage est une fausse bonne idée *[là, je ne suis pas d'accord : le chômage est aujourd'hui si déstructurant qu'il faut absolument le réduire, vite, et les emplois de services, les crèches par exemple, doivent être multipliés ; sans aller, c'est vrai, jusqu'à la création d'une nouvelle domesticité]*.

L'investissement ne peut plus avoir pour but la croissance de l'économie, mais seulement la décroissance, au profit de l'expansion des activités qui ne sont pas régies par la recherche du rendement et du gain. Des politiques en ce sens doivent être engagées à l'échelle d'un « espace éco-social européen ».

Désaliéner le travail pour économiser les ressources, Jean-Marie Harribey

La critique radicale de la marchandise et de son fétichisme, par laquelle Marx ouvre *Le Capital*, contient, en germe, la critique antiproductiviste qui naîtra véritablement un siècle plus tard.

Jean-Marie Harribey analyse les liens entre travail, richesse et valeur.

Il note en particulier que la socialisation de la production et de la transmission de connaissances entre en contradiction ouverte avec leur appropriation privée. Mais cela n'infirme pas, contrairement à ce que certains théoriciens de la « nouvelle économie » pensent, la théorie de la valeur de Marx, bien au contraire : au fur et à mesure que la productivité augmente, la valeur des marchandises diminue. Au point qu'on entrevoit la possibilité d'accéder aux logiciels gratuitement, parce qu'ils ne valent rien ou presque.

Seul le travail produit de la valeur nouvelle. Les ressources naturelles sont des richesses. Elles n'acquièrent éventuellement de la valeur économique que par l'intervention du travail humain. Elles ne créent pas elles-mêmes de valeur, tout en étant indispensables à la production de richesse et de valeur nouvelle par le travail. Si, en dehors de tout usage, on fait le choix de préserver les équilibres des écosystèmes, c'est au nom de « valeurs » qui ne ressortissent pas à l'économique, mais à l'éthique ou au politique.

La **réduction du temps de travail** doit agir dans plusieurs directions : réduire le chômage ; réorienter le partage du revenu global en faveur des travailleurs ; utiliser les gains de productivité à autre chose que produire toujours davantage de marchandises ; transformer l'« imaginaire » (Castoriadis) ; supprimer le clivage entretenu par le capitalisme entre les « insérés » et les « assistés ».

Qu'est-ce qui influence le choix d'affecter les gains de productivité plutôt à la croissance économique ou à la RTT ? comme il n'y a pas de loi économique qui s'imposerait

naturellement, il s'agit d'un choix de société, donc d'un choix politique, qui en fin de compte dépend du rapport de forces entre les classes sociales.

A moyen et long terme, la réorientation de la production, des choix énergétiques, des modes de transport et des normes de consommation sera inévitable. La réappropriation sociale des moyens de production retrouve un sens, au même titre que l'extension d'une sphère non marchande pour juguler l'emprise du profit. Reste alors entière la question des transitions. Penser et organiser les transitions est indispensable. Il faut réussir le rapprochement entre le social et l'écologie. Il ne faut pas nier, comme un certain courant de l'écologie, l'importance de la socialisation de la richesse permise par l'existence d'un système de production sociale et de services non marchands.

Crise mondiale, décroissance et sortie du capitalisme. André Gorz.

La décroissance est une bonne idée : elle indique la direction dans laquelle il faut aller et invite à imaginer comment vivre mieux en travaillant moins et autrement. Mais cette bonne idée ne peut pas trouver de traduction politique : aucun gouvernement, aucun des acteurs économiques ne l'accepterait. La décroissance provoquerait une dépression économique sévère, voire l'effondrement du système bancaire mondial.

Le capitalisme s'enfoncé depuis vingt ans dans une crise sans issue.

Le volume du « travail productif » diminue dramatiquement (si on considère comme productif seulement le travail qui accroît un capital parce que celui qui le fournit ne consomme pas la totalité de la « valeur » qu'il a produit. Les services aux personnes sont improductifs de ce point de vue, ils occupent 55% de la population active aux Etats-Unis). La population directement « capital-productive » représente probablement moins de 10% de la population active des pays développés. Plus de 25 % de l'activité économique mondiale est assurée par 200 multinationales qui emploient 0,75 % de la population active mondiale.

Les bénéfices record que réalisent les gagnants masquent le fait que, globalement, la masse des profits diminue. Pour se reproduire et s'accroître, le capital recourt de plus en plus à l'« industrie financière » qui ne produit rien, gonflant des bulles spéculatives (notamment immobilières).

L'impression que l'économie jouit d'une abondance de liquidités est due en réalité à une croissance des dettes.

Le capitalisme travaille à sa propre destruction en développant les outils d'une sorte d'artisanat high-tech qui permettent de fabriquer à peu près n'importe quels objets à trois dimensions avec une productivité très supérieure à celle de l'industrie et une faible consommation de ressources naturelles. *[Je ne suis pas André Gorz sur ce point. JPA].*

Le monde dit sous-développé ou « en voie de développement » ne sauvera pas le capitalisme ni ne se sauvera lui-même par une industrialisation créatrice de plein-emploi.

Bien sûr, l'utopie de l'autoproduction communale coopérative n'est pas immédiatement réalisable sur une grande échelle. Mais elle contribuera à changer notre regard sur ce qui est, en illustrant ce qui peut être.

André Gorz, ou le refus de la domination du travail. Françoise Gollain

Article très riche, présentant la pensée d'André Gorz. Extraits.

Tandis que l'actuelle équipe au pouvoir s'attaque au dispositif, même critiquable, des 35 heures et incarne parfaitement notre « société de travail », qui abolit massivement le travail mais le perpétue en même temps comme norme et obligation pour mobiliser les individus à

des coûts de plus en plus réduits, Gorz continue de rappeler que le temps, celui de la vie, vaut en soi et non par sa productivité.

L'utopie –présente dans certains textes de Marx et reprise par le mouvement ouvrier – de la coïncidence du travail fonctionnel et de l'activité personnelle, et partant d'une appropriation véritable dut travail, est irréalisable à l'échelle des grands systèmes.

« Le communisme, ça n'est ni le plein emploi, ni le salaire pour tout le monde, c'est l'élimination du travail sous la forme historiquement spécifique qu'il a dans le capitalisme, c'est-à-dire du travail emploi, du travail marchandise » [Gorz, l'écologie politique, une éthique de la libération ».]

La connaissance devrait être traitée comme un bien universel.

Gorz est favorable à l' « allocation universelle et inconditionnelle d'un revenu de base cumulable avec le revenu d'un travail ». [*l'allocation universelle, n'est-ce pas le RMI ?*].

Gorz se pose aujourd'hui le problème de la jonction entre d'une part l'écologie radicale, ceux qui mettent en avant la destruction des ressources naturelles, des sociétés et des cultures, et, d'autre part, l'anticapitalisme passant par une critique de la valeur ou, dit autrement, ceux qui s'intéressent à la mutation/ crise du capitalisme.

L'effacement du travail, une approche anthropologique. Geneviève Decrop

« S'il m'est apparu nécessaire de m'appesantir sur les racines du séculaire mépris du travail dans notre civilisation, et en particulier sur ses racines chrétiennes, c'est que j'ai la conviction que le projet de la décroissance ne fera pas l'économie d'un débat de fond avec la culture chrétienne, non seulement parce qu'elle a sa part de responsabilité dans les menaces qui pèsent sur le monde, mais aussi parce qu'elle peut fournir les ressources pour les penser et les affronter, tout autant et sinon plus que d'autres traditions qui n'ont jamais coupé le lien de l'homme avec la nature ».

Activité humaine ou travail inhumain. Mauricio Pallante.

Si quelqu'un produit directement les légumes dont il nourrit sa famille, il ne fait pas partie des forces de travail : *il ne travaille pas*. Cela paraît incroyable, mais c'est ainsi. Tout l'appareil des moyens de communication de masse est mobilisé pour faire croire que le passage de l'autoproduction d'un bien à l'acquisition d'une marchandise constitue un progrès. On a introduit des taxes dans les pays coloniaux pour obliger les autochtones à abandonner la production de biens ne procurant pas l'argent nécessaire pour les payer et les contraindre à produire des marchandises générant un revenu monétaire –une transformation qui non seulement détruisait leur culture, mais aussi leur environnement, dont la richesse biologique était réduite du fait du passage de l'autoconsommation à la monoculture agro-industrielle.

On croit généralement que la croissance économique est indispensable pour faire croître l'emploi. Faux ! Entre 1960 et 1998, en Italie, le PIB à prix constant a plus que triplé, passant de 423 828 à 1 416 055 milliards de lires, la population a augmenté de 16 %, mais le nombre d'emplois est resté constant, autour de 20 millions. Si l'on mettait au centre de la politique économique nationale (italienne) la restructuration des bâtiments existants pour ramener leur consommation d'énergie aux normes en vigueur en Allemagne, on économiserait entre 50% et 70% des ressources fossiles actuellement utilisées pour le chauffage, ce qui représente environ un tiers des importations. Ce qui se traduirait par une baisse du PIB, et une forte augmentation de l'emploi dans les secteurs technologiques qui renforcent l'efficacité énergétique de la construction.

La diminution de la pollution fait diminuer les coûts d'assainissement, et donc comporte une décroissance, mais elle nécessite de nouvelles technologies et de nouveaux savoirs-faire. La micro-cogénération réunit les deux aspects de la décroissance : la sobriété, et l'autoproduction d'énergie pour l'autoconsommation.

La dégradation du travail productif. Paul Ariès.

Extraits.

Nous sommes à des années-lumière du carcan de l'amour du travail bien fait : il ne rend en effet heureux qu'un salarié sur quatre.

En un siècle, le temps de travail a été divisé par deux : compte tenu de l'espérance de vie, nous y passons 10% de notre vie éveillée.

Jeremy Rifkin a raison d'annoncer la fin du travail [*Est-ce si sûr ? Une bonne partie du travail est transféré dans les pays à bas salaires. Et l'automatisation, la robotisation, consomment de l'énergie, alors que les sources fossiles se tarissent. Voir aussi plus haut*] , mais Robert Castel n'a pas tort de lui opposer l'augmentation sans précédent du nombre de salariés (80% de la population active).

Georges Friedmann avait bien vu les choses : la division du travail sert d'abord à séparer l'homme –le travailleur- de son humanité. Il faut relire *La direction scientifique des entreprises* (1912) de Taylor pour redécouvrir ce que l'on a volontairement refoulé.

La supercherie de l' « externalisation des tâches domestiques ». Sandrine Rousseau et François-Xavier Devetter.

Pour le gouvernement, les « services à la personne » constituent un gisement d'emplois.

A côté des services de garde d'enfants et d'assistance aux personnes âgées, les femmes de ménage représentent au moins un tiers des emplois attendus.

Or, la logique de défiscalisation des plus aisés, qui accompagne ces emplois, est très critiquable ; mais les incitations à la création d'emplois dans ce secteur sont négatives sur bien d'autres aspects.

L'activité de ménage à domicile est marquée par une dévalorisation très forte. Et il s'agit d'un travail pénible, faiblement rémunéré, précaire, marqué par l'isolement et des contraintes temporelles excessives.